

faire payer à tour de rolle: Et pour les contrauentions faites par ledit inthimé, condamné en cinq cens liures d'amende, & en ses dommages & interests. Defenses dudit inthimé du sixième May dernier. Appointement en droict, & joint à la susdite instance d'appel du sixième dudit mois de May dernier. Production dudit appellant & demandeur, suiuant ledit appointement. Autre production dudit inthimé & defendeur, faite tant sur ledit appointé au Conseil du dernier Aueil, que sur ledit appointement en droict du dixième May dernier. Requête dudit Clerlande du quinziesme Iuin dernier; à ce que l'instance nagueres pendante es Requestes du Palais de Thoulouze, entre ledit Guisot demandeur en condamnation de dommages & interests pretendus soufferts, à cause de son emprisonnement, d'une part: & lesdits Clerlande & Bon, defendeurs d'autre, renuoyée par Sentence desdites Requestes du dix-huictiesme Mars audit an, fust retenuë en cette Cour pour y estre iugée ainsi que de raison. Arrest de ladite Cour du dix-neufiesme Iuin dernier, portant retention de ladite instance, d'entre ledit Clerlande & ledit Bon, d'autre: pour y proceder suiuant les derniers erremens. Requête dudit Bon, du vingt-sixiesme dudit mois de Iuin, par luy employée pour toutes defenses & productions en ladite instance, sur laquelle acte luy auroit esté donnée, icelle signifiée & mise au sac. Autre requête dudit Clerlande, du deuxiesme du present mois, contenant la demande & sommation, à ce que ledit Bon soit condamné es dommages & interests pretendus par ledit Guisot, comme ayant donné lieu à iceux, & que acte luy soit donné de sadite demande, & de ce que pour toutes écritures & productions, tant sur ladite demande, que celle cy-dessus renuoyée, il a employé & employe ce qu'il a écrit & produit es instances cy-dessus. Surquoy la Cour luy auroit donné acte, & icelle signifiée & mise au sac. Arrest de ladite Cour, du premier du present mois de Iuillet; par lequel la Cour en voyant les susdites instances, auroit ordonné qu'elles seroient de nouveau communiquées au Procureur General pour y bailler ses conclusions definitiues, pour estre iugées sur ce qui se trouueroit pardeners ladite Cour. Autre Arrest de ladite Cour, du troisieme iour du mois de Iuillet, par lequel la Cour procedant au iugement definitif de la boëste des deniers demy francs fabriquez en ladite Monnoye par ledit Bon Maistre & Fermier d'icelle pendant l'année mil six cens vingt-six, auroit disioint lesdites instances d'avec ladite boëste, pour estre iugez separément. Conclusions du Procureur General, auquel le tout a esté communiqué. Tout veu & consideré: LA COUR a mis & met lesdites appellations, & ce dont a esté appellé, au neant, sans amende, & les parties hors de Cour & de procés: a fait & fait inhibitions & defenses audit General Prouincial de Languedoc, de plus entreprendre aucune chose sur les charges & fonctions des Gardes & Contre-Gardes de ladite Monnoye, & autres Officiers d'icelle, suiuant l'Ordonnance: Ordonne que les poids des trois marcs en question seront difformez: Enioint audit Maistre d'en auoir d'autres du poids de l'Ordonnance, & que les trente-quatre pieces demy francs fabriquez en ladite Monnoye seront rendus audit Clerlande, lequel pourra assister aux fontes, essais & deliurances qui se feront dans ladite Monnoye, & estre present aux achats, fontes & essais des matieres qui seront liurées par les Marchands, ou autres personnes: Et en cas de contestations, & autres differends d'entre le Maistre & lesdits Marchands, ou autres personnes, arretera les comptes, & aura quatre deniers pour marc d'or, & deux deniers pour marc d'argent, qui seront payez par les Marchands, & sur la sommation dudit Clerlande contre ledit Bon, après que ledit Guisot aura esté oüy, sera fait droict. Fait en la Cour des Monnoyes, le dixième iour de Iuillet, mil six cens vingt-sept. Collationné & signé, DELAISTRE.

Du 19.  
Iuillet  
1636.

*Arrest du Conseil d'Etat, pour la Iurisdiction du General Subsidiaire de Normandie, Iuges & Gardes des Monnoyes, portant cassation d'un Arrest du Parlement de Rennes, donné sur le prix & cours des Monnoyes.*

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

SVN la requête présentée au Roy en son Conseil par son Procureur General en la Cour des Monnoyes: qu'encore que par les Ordonnances la connoissance de tout ce qui concerne le fait des Monnoyes, & l'execution des Edicts & Reglemens pour le prix, valeur & exposition des especes, tant de France, qu'Estrangeres, soit particulièrement attribuée à la Cour des Monnoyes, & à ses Iuges inferieurs ressortissans en icelle, & que par Arrest du Conseil du 16. Mars 1636. l'execution de l'Edict de Reglement des Monnoyes, du mesme

mois de Mars, ait esté encore attribuée aux Generaux subsidiaires, & Gardes des Monnoyes, estans dans les Prouinces, & par appel en ladite Cour des Monnoyes, & icelle interdite & defenduë à toutes les Cours de Parlement, & autres Iuges. Ce neantmoins le Parlement de Rennes par attentat, & au preiudice dudit Arrest du Conseil, par Arrest du dixième Auril dernier, auroit enioint & fait commandement aux Iuges Royaux & Presidiaux de son ressort, de faire executer, garder & observer ledit Edict, instruire & iuger les procès & differends qui interviendront sur les contrauentions à iceluy, avec defences aux suiets du Roy en la Prouince de Bretagne, de se pouruoir ailleurs au regard d'icelles, & pardeuant lesdits Iuges Presidiaux, Royaux, & autres, & par appel en ladite Cour, sur peine de mil liures d'amende au Roy, & à tous Huissiers & Sergens, faire aucunes inthimations & significacions pour ce regard hors le ressort, sur peine de priuation de leurs charges; & ordonné que l'Arrest seroit leu & publié ausdits Sieges & Presidiaux Royaux: qui est non seulement enuer, mais entierement détruire & ruiner la iurisdiction attribuée à ladite Cour des Monnoyes, & à ses Iuges subalternes. Veu les Edicts d'establissement de ladite Cour, ledit Edict du mois de Mars dernier, l'Arrest du dix-septième dudit mois: ensemble ledit Arrest du Parlement de Rennes dudit iour dixième Auril dernier: LE ROY EN SON CONSEIL, sans s'arrester audit Arrest du Parlement de Rennes, du dixième Auril dernier, que sa Maiesté a cassé & annullé, a ordonné & ordonne que les Arrests de son Conseil, du dix-septième Mars mil six cens trente-six, portans attribution aux Generaux subsidiaires, & Gardes des Monnoyes, estans dans les Prouinces, de la connoissance des procès & differends qui peuuent naistre en execution des Edicts & Reglemens des Monnoyes, & autres Arrests donnez en consequence, seront executez selon leur forme & teneur. Fait defences à ladite Cour de Parlement de Rennes, & à tous autres Iuges, d'entreprendre aucune Cour, iurisdiction ny connoissance, tant du fait des Monnoyes, que de l'Orfeurerie, circonstances & dépendances, à peine de nullité, cassation de procedures, dépens, dommages & interests, & d'amende arbitraire contre les parties qui contreuiendront au present Arrest. Enioint sa Maiesté à tous ses suiets en ladite Prouince, de reconnoistre & subir la iurisdiction du General Prouincial, & des Gardes des Monnoyes, pour ce qui concerne le fait des Monnoyes en premiere instance, & par appel se pouruoir & proceder en ladite Cour des Monnoyes, suivant lesdits Edicts & Arrests du Conseil, sur peine contre les contreuensans de quinze cens liures d'amende, & de punition s'il y échet. Ordonne sadite Maiesté, qu'à la diligence du Substitut de son Procureur General en ladite Cour des Monnoyes, le present Arrest sera signifié, tant au Procureur General de sa Maiesté audit Parlement de Rennes, qu'au Greffier de ladite Cour, & qu'il sera publié & affiché en toutes les villes & lieux du ressort dudit Parlement, à ce qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance. Fait au Conseil d'Etat du Roy, tenu à Paris, le dix-neufième iour de Iuillet, mil six cens trente-six. Signé, LE RAGOIS.

*Arrest de la Cour des Monnoyes, portant defences au General Prouincial de Bourgogne & Bresse, de faire faire aucunes reparations en l'Hostel de la Monnoye de Diion, sans permission de la Cour.* Du 28. Auril 1637.

*Du Registre cotté I. I. fol. 31.*

SVR ce que le Procureur General du Roy a remonstré à la Cour, qu'il a eu aduis que Maître Benigne Iulliot Conseiller du Roy, & General subsidiaire de ses Monnoyes des Prouinces de Bourgogne & Bresse, auroit de son autorité priuée decerné des contraintes contre le Maître & Fermier Particulier de la Monnoye de Diion, pour le payement de la somme de soixante ou quatre-vingts liures, que les Ourriers en ladite Monnoye luy auroient fait entendre auoir déboursé pour les reparations qu'ils auroient fait faire en l'Hostel d'icelle; lesquelles contraintes lesdits Ourriers s'efforcent de faire executer contre ledit Fermier au preiudice des Ordonnances, Arrests & Reglemens de ladite Cour: requeroit defences estre faites audit Iulliot, & tous autres, de faire faire aucunes reparations audit Hostel de la Monnoye, ny d'ordonner aucune somme de deniers sur le Fermier Particulier d'icelle pour quelque cause & occasion que ce soit, sans permission de la Cour, & à tous Huissiers & Sergens, mettre leurs Sentences & Iugemens, qui pourroient interuenir pour ce regard à execution, à peine de nullité, & de tous dépens, dommages & interests: LA COUR a fait & fait defences audit Iulliot, & à tous autres Officiers de ladite Monnoye de Diion, de faire faire aucunes reparations en l'Hostel d'icelle Monnoye, ny d'ordonner